

Saint-Denis, le lundi 20 février 2017

Communiqué de presse

LES ÉLUS SOCIALISTES DEMANDENT LA CRÉATION D'UNE MISSION D'INFORMATION ET D'ÉVALUATION SUR LE FONCTIONNEMENT DU CENTRE TECHNIQUE MUNICIPAL

Les élus socialistes d'opposition ont écrit ce jour au maire de Saint-Denis pour demander la création d'une mission d'information et d'évaluation sur le fonctionnement du centre technique municipal.

Le vendredi 18 novembre dernier, les douanes ont interpellé en pleine nuit deux agents de la Ville, avec une demi tonne de cannabis dans les locaux du Centre Technique Municipal. Au lendemain de cette interpellation nous avons exigé que toute la lumière soit faite sur cette affaire et nous avons soulevés plusieurs questions :

- comment un bâtiment municipal avait pu être le lieu d'un trafic de drogues d'envergure sans que personne ne s'en rende compte et n'alerte la police;
- comment de nombreux véhicules de luxe, présumés volés, avaient pu être entreposés dans les locaux du CTM sans que, là non plus, personne ne s'en rende compte et n'alerte la police;
- et comment le principal suspect, agent de la ville, avait semble-t-il déjà été au cœur d'une affaire de stupéfiants au CTM un an auparavant sans aucune conséquence.

Si Didier Paillard, Maire au moment des faits a commandé une enquête administrative en faisant appel à la Société ACL pour un montant de 12 500 euros, les résultats de cette enquête n'ont à ce jour pas été transmis, malgré les demandes de plusieurs conseillers municipaux, dont M. Adrien Delacroix, pour le groupe socialiste, lors de la séance du conseil municipal du jeudi 2 février 2017.

Pourtant, c'est à l'appui de cette enquête, qui n'a été communiquée à personne, que le Maire actuel Laurent Russier a pris plusieurs mesures visant à privatiser le gardiennage du centre technique municipal et à dissoudre le service des fêtes de la ville. Ces mesures qui n'ont pas été concertées ont provoqué une grève des agents du CTM qui à ce jour seront les seuls à être pénalisés, sans que la responsabilité de la hiérarchie administrative ou des élus ne soit même interrogée.

Comme nous l'avons toujours fait, nous soutiendrons les mesures visant à améliorer la sécurité des biens et des personnes, en particulier pour des bâtiments municipaux et des agents qui méritent d'être protégés dans leurs fonctions, mais nous ne pouvons accepter le manque de transparence dont fait preuve le Maire de Saint-Denis. Une telle attitude, ne peut que nous interroger sur le contenu du rapport administratif et plus largement sur les éventuelles responsabilités qui incomberaient à la hiérarchie administrative ou aux élus de la majorité sur les dysfonctionnements du CTM.

Nous avons ainsi réitéré notre exigence que le rapport de l'enquête administrative nous soit transmis dans les meilleurs délais.

Et pour nous assurer que toute la lumière soit faite sur cette affaire, nous avons déposé, selon l'article

L2121-22-1 du code général des collectivités, une demande de création d'une mission d'information et d'évaluation portant sur le fonctionnement du centre technique municipal.

Les élus du groupe socialiste et écologiste, l'ambition à gauche pour Saint-Denis, souhaitent que cette commission soit pluraliste et qu'elle puisse mener toutes les auditions et investigations qu'elle estimera nécessaire afin de faire toute la lumière sur les dysfonctionnements du CTM.

Adrien Delacroix

Co-président du groupe socialiste et écologiste

1er secrétaire de la section socialiste de Saint-Denis

Maud Lelièvre

Co-présidente du groupe socialiste et écologiste